



Ce que Marianne en pense

AMEN

L'EUROPE ANTILAÏCITÉ

Si Victor Hugo voulait « *l'Eglise chez elle et l'Etat chez lui* », l'Union européenne a une conception bien différente. Federica Mogherini, haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères, a annoncé une future « *plate-forme mondiale d'échanges de l'UE sur la religion et l'inclusion sociale* ». Cet « *Erasmus pour les acteurs de la société civile qui travaillent sur la foi* », qui disposera de fonds européens, devrait être opérationnel début 2020.

L'UE a fondé et financé une ONG britannique, la Fondation Lokahi, chargée d'organiser des échanges à petite échelle qui serviront de modèle. Cette dernière a publié deux rapports, que *Marianne* a consultés. Le contenu de ces documents ne rassurera pas ceux qui tiennent à la séparation des religions et des affaires publiques. Le premier rapport ne fait que louer « *le rôle vital et important* » que jouent les religions dans le monde, fantasmant même la définition d'un « *nouveau paradigme d'engagement avec la religion* » au sein de l'UE. Il attribue explicitement aux religions le soin de collaborer avec les pouvoirs publics pour « *trouver des solutions pratiques aux problèmes majeurs, globaux et d'intérêt commun* ». Cet éloge sans

nuances du rôle des religions frise même le prosélytisme, lorsque la Fondation Lokahi envisage la plate-forme de l'UE comme un moyen... d'« *améliorer la capacité des jeunes citoyens européens à s'approprier et à être attirés par les idées religieuses inclusives* » !

Le second rapport s'intéresse de plus près à l'islam. A aucun moment il n'est question de l'éventuelle possibilité pour les croyants de s'adapter à certaines exigences de la vie commune en Europe. Au contraire, la conclusion laisse pantois : afin de parvenir à une société « *durable, inclusive, diverse religieusement* », les gouvernements devraient avant tout « *faire de l'Europe un endroit dans lequel les musulmans peuvent vivre sans conflits excessifs avec leur pratique religieuse et leur identité* », en faisant sauter des « *barrières à la participation égale à la société* ». Ces « *barrières* » à faire tomber sont clairement nommées : la prétendue impossibilité pour les femmes voilées de trouver du travail, et la réticence des employeurs à accorder des pauses à leurs employés pour leur permettre de prier cinq fois par jour. Avec une telle approche, le futur Erasmus des religions est prometteur. ■

HADRIEN MATHOUX

À VOS DEVOIRS

Nouveaux esclaves

Gâce à la mondialisation effrénée, les étudiants anglophones sont enfin délestés de ce rituel inique qui consistait à rédiger des devoirs à la maison. Il suffit désormais d'envoyer son sujet dans une entreprise ukrainienne, indienne ou kenyane, et de braves étudiants diplômés et en recherche d'emploi se chargent de faire la dissertation. C'est pas beau, le progrès ? Certes, les prix sont encore un peu élevés (autour de 15 dollars la copie pour un délai de deux semaines, et jusqu'à 40 dollars pour un devoir de dernière minute), mais nul doute qu'avec « *la concurrence libre et non faussée* » les tarifs vont vite baisser. Interviewée par le *New York Times*, une jeune Kenyane raconte avoir rédigé des compositions sur des sujets aussi divers que l'euthanasie ou la colonisation de l'espace. Malgré cette chance inouïe de pouvoir augmenter leur culture à l'infini, certains de ces privilégiés se plaignent de ne pas trouver d'autre travail et vont même jusqu'à regretter de ne pas étudier eux-mêmes sur un campus américain, anglais ou australien. Jusqu'où va l'ingratitude... ■ SAMUEL PIQUET

JUGE HORS SOL

QUAND DES "DÉCROCHEURS" SONT BLANCHIS

Deux « décrocheurs » d'un portrait d'Emmanuel Macron, poursuivis pour « vol en réunion », ont été relaxés par un juge du tribunal correctionnel de Lyon. Selon ce dernier, l'urgence climatique légitime d'« *autres formes de participation* » des citoyens et d'interpellation du président de la République « *dans le cadre d'un devoir de vigilance critique* ». Décision étonnante qui revient à mettre le doigt dans un engrenage pernicieux. Si l'on

sait où commence une telle approche, nul ne peut dire où elle finit. On s'étonne donc que Jean-Luc Mélenchon (pour LFI) et Julien Bayou (pour EELV) aient cru bon de saluer ce que le premier a appelé une « *décision historique* » et le second « *une victoire symbolique* ». L'idéologie et les méthodes des black blocks sont le pire piège pour le mouvement social. Autant on comprend les ferments de la colère et de la révolte sur nombre de sujets (dont le climat),

autant on ne saurait encourager des méthodes qui reviennent à jouer avec les symboles de l'Etat et les règles civiques qui s'imposent à tous. Franchir cette ligne jaune, c'est blanchir par avance des débordements qui finissent par se retourner contre ceux qui leur trouvent des circonstances atténuantes. Que les « décrocheurs » ne soient pas traités comme des ennemis de la République, c'est une chose ; les flatter, c'en est une autre, parfaitement intolérable. ■ J.D.